

NOTES D'INTRODUCTION AU MODE DE PRODUCTION TECHNOBUREAUCRATIQUE

Luiz Carlos Bresser-Pereira

L'Homme et Société no.55-58, janeiro-dezembro
1980: 61-89

Abstract. To the emergence of the new middle class – the technobureaucratic or professional middle class – corresponds a new relation of production, the organization, and a new mode of production: the technobureaucratic or state mode of production. Organization is the collective property of the organization by the technobureaucracy. Contemporary societies are mixed social formation, dominantly capitalists, but already substantially technobureaucratic. Soviet Union is a case where the technobureaucratic or state mode of production turned dominant, and the state bureaucracy, which has the collective property of the state organization, is the dominant class.

Au cours des cinquante dernières années une classe nouvelle a fait son apparition d'une façon significative, sur la scène de l'histoire. Elle a pris le pouvoir dans les pays communistes soviétiques en déviant une révolution à l'origine socialiste, et elle acquiert un pouvoir croissant dans les pays sous-développés au moyen du contrôle d'État et des forces armées; son importance augmente, même dans les pays capitalistes développés, non seulement au niveau de l'État mais encore au niveau des grandes organisations privées. Nous appellerons ce nouvel acteur de l'histoire, classe technobureaucratique, et le système économique correspondant, mode de production technobureaucratique.

Ce mode de production est devenu dominant dans les pays communistes soviétiques. Dans les pays sous-développés et dans les pays industrialisés, nous trouvons des formations sociales mixtes où le mode de production capitaliste tend encore à prédominer.

Je ne vais pas répéter ici la longue argumentation déjà développée à l'occasion d'un travail antérieur relatif à l'émergence de la technobureaucratie (1972). Bien que je sois personnellement convaincu qu'il me faudra développer ces arguments *ad nauseam*, ce n'est pas ici le meilleur lieu pour reprendre cette discussion. Le capitalisme est encore puissant dans le monde occidental. Il est probable, cependant, qu'il se trouvera encore des gens pour affirmer qu'il y règne toujours, bien longtemps après qu'il aura complètement disparu de la surface de la terre. Il s'agira probablement d'un capitalisme sans bourgeoisie et sans capital, - sans concept de profit ni de marché. Nous pensons que technobureaucratisme, mode

de production technobureaucratique ou tout autre mot semblable sont préférables pour caractériser le phénomène historique que nous analysons.

Le mode technobureaucratique de production émerge historiquement pour établir, dans des termes renouvelés, un système de classes et de privilèges, pour instaurer un système de pouvoir autoritaire. Nous ne pourrions comprendre et dénoncer ce phénomène historique que dans la mesure où nous serons capables de distinguer le capitalisme classique de ce nouveau mode de production.

Capitalisme et technobureaucratisme

Le mode de production capitaliste, sous sa forme la plus pure, s'est manifesté en Angleterre, en France et aux Etats-Unis au siècle dernier. Les caractéristiques historiques les plus générales de ce mode de production que Marx a connu et analysé sont:

a) l'apparition du capital, et par conséquent du rapport de production capitaliste; la séparation des instruments de production et des travailleurs, leur appropriation par la bourgeoisie;

b) la généralisation de la marchandise, c'est-à-dire la transformation de tous les biens en marchandises pourvues de valeur d'échange ;

c) l'apparition du travail salarié, c'est-à-dire la transformation du travail en marchandise;

d) l'appropriation par la bourgeoisie du surplus économique, sous forme de profits (plus-value);

e) l'intégration systématique des progrès techniques visant à l'augmentation de la productivité (plus-value relative), condition fondamentale de la perpétuation et de l'obtention de profits par les entreprises ;

1) la multiplicité des petites et moyennes entreprises agissant sur un marché concurrentiel dirigé par le mécanisme des prix.

Toutes ces caractéristiques étaient historiquement nouvelles. Quelques unes précèdent la révolution industrielle, mais ne deviennent effectivement dominantes qu'après la grande transformation technologique, sociale et politique qui l'a marquée. En réalité, ce processus historico révolutionnaire serait mieux caractérisé si on le dénommait Révolution Capitaliste, puisque c'est l'émergence du capitalisme plus que celle de l'industrie qui est le signe décisif du processus. Certains pays moins importants du système capitaliste central, tels que la Hollande, le Danemark et la Nouvelle-Zélande n'ont pas connu de révolution industrielle proprement dite, mais ont réalisé une révolution capitaliste.

Si nous considérons que la caractéristique essentielle du capitalisme c'est l'apparition d'une classe dominante, la bourgeoisie qui contrôle la production et s'approprie le surplus économique, non plus par la force et la violence comme c'était le cas avec les modes de production précapitalistes, mais au moyen de la réalisation de la plus-value sur le marché, des transactions des marchandises, y compris du travail, selon leurs valeurs d'échanges respectives, il n'est pas difficile de comprendre le caractère exceptionnel, historiquement, du mode de production capitaliste. Et cela devient encore plus clair lorsqu'on observe que dans le monde entier la coordination économique au moyen du marché est à nouveau remplacée par la coordination administrative, par la planification, sous l'égide de technobureaucraties publiques et privées, au sein de l'État et des grandes entreprises. En réalité, la confusion entre capitalisme et révolution industrielle – cette dernière étant réellement une tendance historique de l'humanité nous aide à expliquer deux idées essentielles du monde moderne: la croyance en la nécessité historique du capitalisme, et l'idée qu'il tend à se perpétuer indéfiniment tant qu'il n'est pas éliminé par la révolution socialiste. Le mode asiatique de production est le plus stable historiquement, et celui qui a dominé le plus longtemps une grande partie des civilisations. Le mode capitaliste de production a surgi en Europe, où le mode asiatique ne s'était pas pleinement développé et avait permis l'apparition d'un mode de production administrativement moins structuré: le mode de production féodal. La dissolution du mode féodal, avec le surgissement de la bourgeoisie et la prolétarianisation des serfs a permis le surgissement du capitalisme, qui se caractérise par une grande capacité d'assimilation des progrès techniques, et qui se signale, historiquement, par la révolution commerciale, la révolution agricole, et finalement par la révolution industrielle avec laquelle on finit par le confondre indûment¹

Le mode de production capitaliste, naturellement, a revêtu des formes diverses. Ses caractéristiques sont particulièrement différentes dans les pays périphériques, dépendants. Là, au cours d'une première phase, une bonne partie du capital était contrôlée par des capitalistes des pays centraux. La plus grande partie de la plus-value ainsi détournée vers l'extérieur. De plus, un marché pleinement concurrentiel n'était jamais parvenu à se former. Des formes mercantilistes (et, par conséquent, seulement semi-capitalistes) de production et d'appropriation spéculative de la plus-value s'assuraient la prépondérance, par la voie du pouvoir de monopole et non par la voie de l'augmentation de la productivité. Dans ces conditions, il n'y avait ni développement technologique ni développement économique proprement dit, mais un processus d'expansion des frontières agricoles ou bien l'implantation d'enclaves modernes pour l'extraction de minerais, sous le contrôle direct des entreprises étrangères. Nous avons ici le capitalisme du modèle primaire exportateur. Au cours d'une seconde étape, à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle après la phase de transition caractérisée par l'industrialisation de substitution des importations, le capitalisme du modèle de sous-développement industrialisé, où les éléments technobureaucratiques devenaient de plus en plus importants, tend à s'implanter dans les pays sous-développés².

Au centre, davantage que dans la périphérie, le capitalisme s'est révélé essentiellement dynamique. Les tendances à la concentration et à la centralisation

du capital, déjà prévues par Marx, se sont accentuées d'une façon extraordinaire. De grandes entreprises oligopolistiques nationales, et plus tard multinationales, ont remplacé les petites et moyennes entreprises du capitalisme initial. La concurrence monopolistique et l'oligopole cartellisé ont remplacé la concurrence plus généralisée. Les entreprises se sont bureaucratisées. L'État également s'est renforcé et bureaucratisé. La coordination de l'économie se réalise de plus en plus au moyen de la planification, bien que les mécanismes de marché continuent à fonctionner. Les technobureaucrates publics et particuliers ont conquis une autonomie croissante et se sont approprié la plus-value en prélevant des traitements exceptionnellement élevés. Les capitalistes, cependant, sont toujours riches et puissants, ils contrôlent encore une grande partie du capital et ils touchent des profits considérables utilisés pour la consommation de luxe. Ainsi le capitalisme est toujours le mode de production dominant, bien que les traits caractéristiques du mode de production technobureaucratique se fassent déjà sentir nettement, soit au niveau des grandes entreprises, soit au niveau de l'État.³ L'expression capitalisme monopoliste d'État est probablement la plus adéquate pour décrire cette mutation partielle du mode de production capitaliste originel, que nous appelons indifféremment classique, concurrentiel ou libéral.

Il n'y a aucune raison, cependant, pour que le mode de production capitaliste soit historiquement permanent. Le capitalisme est, par nature dynamique et les transformations par lesquelles il passe, soit sur le plan du développement des forces productives, soit sur celui des rapports de production, soit encore sur celui de la superstructure politique et idéologique, sont si profondes que, tôt ou tard, elles altéreront d'une façon intense le mode de production capitaliste originel – par la voie de la révolution ou non – au point que ces transformations viendront à produire un nouveau mode de production qualitativement différent. Nous proposons que ce système économique et politique appelé à se constituer soit appelé mode de production technobureaucratique ou technobureaucratisme.

L'histoire ne doit pas être comprise comme un processus linéaire d'étapes nécessaires. Marx classait certainement les modes de production d'après leur degré de développement technologique et la complexité de leurs rapports de production. Dans ce sens, certains modes de production étaient plus avancés et représentaient un stade supérieur par rapport à d'autres. Mais cela ne veut pas dire que les modes de production doivent suivre un ordre nécessaire. Ainsi que l'observe Hobsbawn (1971 p. 27),

“l'affirmation que les formations asiatique, antique, féodale et bourgeoise sont ‘progressives’ n'implique aucune vision simple de l'histoire, ni le point de vue élémentaire d'après lequel toute l'histoire serait progrès”.

Cela signifie simplement que chacun de ces systèmes s'éloigne de plus en plus par des aspects cruciaux, de la situation originale de l'homme, c'est-à-dire de la communauté primitive.

Le mode de production technobureaucratique, par conséquent, bien qu'on puisse le considérer plus avancé que le mode capitaliste, n'apparaît pas seulement

bisque ce dernier a épuisé toutes ses possibilités. Au contraire, il se constitue plus facilement dans les pays où le capitalisme est le moins développé et d'autre part, où pour des raisons politiques et/ou militaires, une classe de bureaucrates civils et militaires a pris le pouvoir. Cela se produit avec un degré d'intensité variable, dans les pays sous-développés. Et cela s'est produit d'une façon presque totale en URSS et dans les pays appelés communistes ou socialistes. Dans ces pays et principalement en URSS, un type historique de formation sociale s'est constitué où le mode de production technobureaucratique est nettement dominant.

Quels sont les traits fondamentaux du mode de production technobureaucratique ? Pour les définir nous partirons de la distinction adoptée par Althusser entre les concepts de mode de production et de formation sociale, le premier signifiant un modèle historique abstrait et le deuxième une réalité historique concrète.

Les formations sociales, qui sont en général mixtes et comportent d'une façon hiérarchisée plus d'un mode de production, ne nous intéresseront pas ici. Nous opposerons simplement le mode de production capitaliste sous sa forme pure et le mode de production technobureaucratique, également sous sa forme pure. Grâce à cette méthode qui nous évitera d'aborder la discussion des situations intermédiaires, nous aurons une vision critique et dialectique d'un phénomène historique d'une grande importance. La croissance généralisée des organisations bureaucratiques et de l'État dans le monde entier, et le surgissement d'un grand État entièrement bureaucratique, comme l'URSS, exigent le développement de nouveaux instruments d'analyse, parmi lesquels la définition et la caractérisation d'un nouveau mode de production, nous paraissent essentielles. Examinons, par conséquent, à partir de cette formation sociale les différences structurales entre le mode de production capitaliste et le mode de production technobureaucratique.

Je dois, cependant, souligner que ce n'est pas un intérêt particulier pour ce pays qui m'a tout d'abord conduit à cette analyse, mais mon intérêt pour les formations mixtes où le capitalisme est encore dominant bien que présentant déjà des traits technobureaucratiques accentués, comme c'est le cas du Brésil. Je considère la caractérisation d'un nouveau mode de production à base bureaucratique ou technobureaucratique comme un instrument théorique essentiel pour la compréhension non seulement de l'URSS mais aussi de toutes les formations capitalistes contemporaines. Elle facilite la compréhension de leur structure économique, de leurs relations de classes et de leur superstructure politique et idéologique. L'étude de ce nouveau mode de production évite de reprendre sans fin des concepts qui caractérisent mieux le capitalisme du siècle dernier, ou encore des généralisations idéologiques sur une société "post industrielle" fondées sur des projections linéaires du développement des sociétés capitalistes avancées, et principalement des États-Unis.

Rapports de production: la propriété organisationnelle

Avec le mode technobureaucratique de production on ne peut plus parler de capital si l'on entend par ce terme un rapport de production apparu historiquement avec la séparation des instruments de production des travailleurs et leur appropriation privée par la bourgeoisie. Il faut bien comprendre que le capital, dans ce sens spécifique, où il est l'origine du mode de production capitaliste et, par conséquent, du concept de capitalisme signifie la propriété des instruments de production par la bourgeoisie, et qu'il cesse d'exister dans le mode technobureaucratique de production dans la mesure où disparaissent la bourgeoisie et la propriété privée des instruments de production⁴. Nous ne pourrions parler de capital que si nous entendons par ce terme la valeur monétaire des instruments de production, des matières premières et de l'argent lui-même, utilisés dans la production. Ce dernier sens est peut-être plus proche de l'usage courant, mais il réifie le concept de capital et il n'a aucune utilité pour caractériser le mode de production capitaliste et le distinguer des autres modes de production.

Une autre alternative consisterait à définir le capital comme un rapport de production né de la séparation des instruments de production et des travailleurs, sans considérer comme partie intégrante de ce rapport de production l'appropriation de ces instruments par la bourgeoisie. Une fois cette définition admise, le "capital" continue à exister dans la formation sociale soviétique de l'argumentation que nous essayons de développer pour prouver l'existence d'un mode de production technobureaucratique nettement distinct du mode capitaliste perdrait une grande partie de sa force. Il nous semble cependant que cela représenterait un effort d'abstraction héroïque qui finirait par vider le concept de capital de son sens historique. Nous serions obligés de penser le capital sans la propriété privée, un capitalisme sans bourgeoisie. Or rien n'est plus contraire à la méthode historique sur laquelle nous nous appuyons que de s'abandonner à ce genre de généralisation, que de retirer aux phénomènes historiques toute leur spécificité⁵.

Avec l'élimination du capital par l'étatisation des moyens de production, de capitalisme disparaît, et à sa place surgit le mode de production technobureaucratique ou technobureaucratisme. La disparition de la propriété privée n'implique pas le socialisme car, comme le remarque Cornelius Castoriadis, "la propriété nationalisée ne peut avoir un contenu socialiste que si la classe dominante est le prolétariat" (1949, p. 227)⁶. L'émergence de la technobureaucratie signifie fondamentalement le transfert du pouvoir et de la condition de classe dominante, de la bourgeoisie à la classe technobureaucratique. Ce changement de classe dominante, cependant, n'est pas un simple phénomène superstructural, mais le résultat de profondes modifications des forces productives et des rapports de production, en sorte qu'un nouveau mode de production distinct du capitalisme et du socialisme se définit. Sous ce nouveau mode de production l'État continue à être un État de classe, maintenant directement au service de la technobureaucratie, et les travailleurs restent dans leur condition de classe dominée.

La distinction fondamentale entre le mode de production technobureaucratique et le mode capitaliste se trouve dans la nature des rapports de production correspondants. Ces rapports de production, à leur tour, seront mieux définis à partir de l'analyse du type de propriété dans chacun de ces systèmes. La propriété, d'après Marx, est la forme juridique que revêtent les rapports de production. Les modes de production sont des catégories historiques où la forme de propriété ou plus précisément le rapport de production défini par la propriété constitue la caractéristique essentielle. A la propriété communautaire primitive, à la propriété antique, à la propriété asiatique, à la propriété germanique, à la propriété féodale, à la propriété capitaliste correspondent des modes de production déterminés. Cela est très clair dans les Manuscrits où Marx traite des formations pré-capitalistes (1857-58, vol. 1, P.434 à 444).

Si, à chaque forme de propriété correspondent des rapports de production différents, des classes sociales différentes y correspondent également. Dans une société capitaliste la bourgeoisie est la classe dominante. La propriété capitaliste est la propriété privée du capital par la bourgeoisie qui se définit comme une classe sociale spécifique, qui se situe historiquement avec l'apparition du capitalisme, et qui disparaît avec l'avènement d'un mode de production technobureaucratique pur.

Au mode de production technobureaucratique correspond la propriété technobureaucratique, organisationnelle ou d'État. La propriété des moyens de production appartient à l'État. C'est pour cette raison que nous pouvons parler de propriété d'État. Mais elle est contrôlée et sert une nouvelle classe, la classe des technobureaucrates, ce qui nous permet de parler également de propriété technobureaucratique. Il se forme ainsi un rapport de production technobureaucratique correspondant à l'apparition de la classe technobureaucratique. Son contrôle des moyens de production s'exerce dans la mesure où ses membres occupent des positions administratives stratégiques dans les organisations bureaucratiques centrales de l'État, dans les entreprises et dans les instituts décentralisés de l'État. Le rapport de production technobureaucratique est ainsi radicalement différent du rapport capitaliste, dans la mesure où dans un cas la propriété appartient à l'État et où dans l'autre cas, elle est dite propriété privée.

Cette distinction deviendra plus nette si nous utilisons le concept de propriété organisationnelle. Le technobureaucrate est le bureaucrate ou le technicien qui dirige les organisations bureaucratiques définies en termes weberiens comme des systèmes sociaux rationnels administrés selon le critère de l'efficacité. Non seulement le pouvoir mais l'existence elle-même du technobureaucrate dépendent de l'existence parallèle d'une organisation bureaucratique. En réalité, l'organisation bureaucratique précède le technobureaucrate proprement dit, parce que, historiquement, apparaissent d'abord les organisations bureaucratiques ou semi-bureaucratiques sous le contrôle patrimonial ou capitaliste, et ensuite le contrôle effectif de ces organisations est assuré par les technobureaucrates.

Ce qui importe, cependant, est de signaler que dans le mode de production technobureaucratique l'organisation bureaucratique surgit comme un intermédiaire

nécessaire entre les technobureaucrates et les instruments de production. Au contraire de ce qui se passe avec le capitalisme classique où le capitaliste possède directement la propriété de l'instrument de production, c'est-à-dire le capital, avec le technobureaucratisme le bureaucrate a la propriété non des moyens de production mais de l'organisation bureaucratique⁷. Et cette organisation bureaucratique, à son tour, détient la propriété des instruments de production, des marchandises et de l'argent nécessaires pour employer les travailleurs et réaliser la production. De plus la propriété du technobureaucrate sur l'organisation, c'est-à-dire le contrôle effectif de l'organisation, ne s'effectue pas individuellement comme dans le capitalisme, mais est assuré collectivement par un groupe de technobureaucrates.

La propriété organisationnelle, ainsi définie, se transforme en propriété d'État lorsqu'avec la dominance du mode technobureaucratique de production, la classe technobureaucratique assume le contrôle total de la plus grande organisation bureaucratique qui englobe toutes les autres: l'État. Nous pouvons alors parler également de propriété d'État ou technobureaucratique, de la même manière que nous pourrions utiliser l'expression mode de production d'État comme synonyme de mode de production technobureaucratique.

La distinction essentielle entre le mode de production capitaliste et le mode de production technobureaucratique se fonde par conséquent sur la nature différente des rapports de production. Avec le capitalisme, la propriété est privée et la classe dominante est la bourgeoisie; avec le technobureaucratisme la propriété est collective et la classe dominante est celle des technobureaucrates. Le rapport de production technobureaucratique se fonde, d'une manière plus spécifique, sur la propriété d'État, c'est-à-dire, sur la propriété collective entre les mains d'un État moderne bureaucratiquement organisé. Il y a d'autres types de propriété "collective", - expression que nous employons ici en opposition avec la propriété privée. Nous avons la propriété asiatique où un État bureaucratique-traditionnel sert de médiateur, la propriété communale particulière à l'Europe pré-capitaliste, qui coexiste avec l'appropriation privée féodale, et enfin la propriété socialiste.

Nous préférons ne pas discuter ici la question de savoir quelles seraient les caractéristiques de la propriété socialiste, dans la mesure où nous comprenons le socialisme plutôt comme un projet à réaliser que comme une réalité. Il suffit de rappeler que le socialisme est la société sans classes où la propriété des moyens de production est commune et n'est pas exercée par la médiation de l'État. C'est la société où l'État n'a pas nécessairement disparu mais où il a cessé d'être un instrument de domination, soit de la bourgeoisie, soit de la technobureaucratie. C'est une société égalitaire et démocratique où tous participent avec les mêmes droits à l'appropriation de la plus-value économique et au gouvernement de la société. C'est une société où les droits de l'homme sont respectés; où le travail cesse d'être une marchandise; où la production n'est pas destinée à produire des marchandises à valeur d'échange, ni à maintenir le pouvoir d'une classe dirigeante, mais à satisfaire les besoins de l'homme.

Aucune de ces caractéristiques ne s'est encore réalisée dans le monde actuel. Dans les pays dits socialistes et en particulier dans les pays qui ont adopté le modèle soviétique, aucune de ces caractéristiques n'est dominante. Le mode technobureaucratique de production ne ressemble au mode socialiste de production que dans la mesure où la propriété y est collective et non privée. Dans le premier cas, cependant, la propriété est technobureaucratique ou d'État; dans le second, socialiste ou commune à tous.

D'autre part, il faut observer que le fait que dans la technobureaucratie la propriété est collective n'empêche pas que le mode de production soit antagonique. En d'autres termes, le mode de production technobureaucratique implique une société de classes. Et comme avec tout mode de production antagonique, nous avons deux classes opposées: la classe technobureaucratique et la classe des travailleurs. Ces deux classes, comme dans le cas de la bourgeoisie et des travailleurs, se définissent, soit le mode de production capitaliste pur, non comme des couches sociales de porteurs d'une même capacité de consommation et du même prestige social, mais comme des groupes sociaux divisés par le type de rapport de production où ils s'insèrent et par la forme d'appropriation ou de non-appropriation de la plus-value économique qui s'ensuit. Avec le capitalisme, la bourgeoisie s'approprie la plus-value au profit; avec la technobureaucratie, le technobureaucrate s'approprie la plus-value par les traitements de salaires. Dans les deux cas les travailleurs continuent à participer au produit social en recevant des rémunérations sensiblement inférieures, les salaires.

Considérer les technobureaucrates comme une classe et non comme une simple couche sociale, comme je l'ai fait moi-même pendant un certain temps, est une conséquence nécessaire du fait de comprendre les classes comme déterminées par l'insertion des groupes sociaux dans les rapports de production. Dans les rapports capitalistes de production, sous leur forme pure, nous n'avons que deux classes: les capitalistes et les travailleurs. De la même façon, dans les rapports technobureaucratiques de production, nous avons deux classes seulement: les technobureaucrates et les travailleurs. Pour pouvoir nier aux technobureaucrates la condition de classe, il faut d'abord nier l'existence de rapports technobureaucratiques de production.⁸

L'identification de la technobureaucratie ou simplement de la bureaucratie comme nouvelle classe sociale dominante découle évidemment des transformations matérielles par lesquelles passé la société capitaliste à mesure qu'elle s'industrialise. Lorsque le capitalisme industriel a surgi, la bureaucratie n'était qu'une petite couche ou ordre qui se situait principalement au niveau des appareils de l'État monarchico-absolutiste et plus tard de l'État Libéral. Elle ne possède pas de masse critique ni de rôle bien net dans les rapports de production pour garantir sa condition de classe sociale, et surtout de classe dominante. Comme l'observait déjà en 1960 avec une grande pénétration Claude Lefort

“Il y a dans la théorie de la bureaucratie une véritable mutation quand elle sert à désigner une nouvelle classe, considérée comme classe dominante dans un ou dans plusieurs pays, ou peut-être destinée à remplacer la bourgeoisie dans le monde

entier. Cette perspective nous est suggérée par l'évolution du régime russe après l'arrivée au pouvoir de Staline, quand la disparition des anciens propriétaires à la liquidation des organes du pouvoir ouvrier s'est vue accompagner d'une considérable expansion de la bureaucratie du parti communiste et de L'État qui assume la gestion directe de la société. Cependant le spectacle des transformations sociales qui accompagnent le développement de la concentration monopoliste dans les grands pays industriels, et principalement aux États-Unis, incite parallèlement à une réflexion sur le développement d'une classe bureaucratique" (1960, p. 229).

Le représentant du groupe Socialisme ou Barbarie était soucieux de signaler le changement survenu dans la théorie de la bureaucratie quand celle-ci cesse d'être considérée comme un mode particulier d'organisation, l'organisation formelle, fondée sur l'autorité rationnelle légale, ainsi que le suggère Weber, ou comme une simple couche parasite, comme le suggérait Marx lorsqu'il examinait la réalité allemande de la première moitié du XIX^{ème} siècle, pour être vue comme une nouvelle classe sociale. Evidemment, cependant, il ne s'agit pas d'un simple changement de la théorie de la bureaucratie, mais d'un changement de cette théorie, forcé par la modification historique qui a conduit la bureaucratie à acquérir le caractère de classe dans les sociétés industrielles modernes et de classe dominante en URSS.

Généralisation de la marchandise et des prix

Le processus de généralisation de la marchandise, c'est-à-dire la transformation de tous les biens en marchandises pourvues de valeur d'échange et destinées à être commercialisées sur le marché, trait essentiel du capitalisme, intervient également avec le mode de production technobureaucratique⁹. Cela ne signifie pas, évidemment, un retour à l'économie d'auto-consommation. Nous nous trouvons devant une économie industrielle hautement sophistiquée où le niveau de spécialisation et de division du travail est très élevé, exigeant un système complexe d'échange. Cependant, pour que ces échanges configurent un "marché" où des "marchandises" sont échangées au sens capitaliste du terme, il est nécessaire que les prix des biens échangés correspondent à leur valeur, c'est-à-dire, à leur coût de production (quantité de travail incorporé au produit et corrigée par les variations de la composition organique du capital de chaque industrie). D'autre part, il faut que ces prix, ainsi déterminés structurellement ou à longue échéance, reflètent à courte échéance les variations de l'offre et de la demande, en sorte que le mécanisme des prix, opérant sur le marché, fonctionne comme régulateur de l'économie. La généralisation de la marchandise par conséquent, dans le système capitaliste, signifie que les biens sont échangés pour leur valeur respective d'échange sur un marché qui fonctionne comme instrument de coordination de toute l'économie.

Sous le mode technobureaucratique, les prix ne correspondent pas à leur valeur respective et ils ne jouent pas davantage le rôle de régulateur principal de l'économie. Les prix sont administrés d'après des principes de politique économique qui reflètent les objectifs des auteurs des plans économiques. La

coordination de l'économie appartient au plan et non au marché et au système des prix. Ces derniers, ainsi que les objectifs quantitatifs de la production, sont fixés au niveau central.

Nous n'avons donc pas de prix de marché, mais simplement des prix comptables d'une nature tout à fait différente. Comme l'a remarqué Czikos-Nagy,

“le prix est, par nature, une catégorie de marché et comme tel il a une fonction régulatrice. Nous pouvons parler de prix de marché lorsque ce rôle du prix est mis en pratique, c'est à dire *quand le prix règle le processus économique*. Les prix de producteurs industriels ne peuvent pas être considérés comme des prix de marché s'ils ne règlent pas la production industrielle. Dans ce cas, le prix opère seulement comme prix comptable; c'est un instrument pour comptabiliser et contrôler les processus économiques”.(1960, p. 261/262)

Sous le mode technobureaucratique de production les prix ont tout d'abord ce caractère comptable. Leur caractère régulateur est subsidiaire. En URSS, les prix doivent se former sur le coût moyen de production. Mais il s'agit seulement d'une règle de base. Les prix peuvent être plus ou moins élevés et représenter d'importants profits pour certains secteurs industriels et pour d'autres une perte, selon la politique économique adoptée. Selon l'affirmation de N. A. Lubimtsev qui se réfère principalement à Union Soviétique,

“la fixation des prix occupe une place importante dans la planification économique des pays socialistes. L'État, lorsqu'il élabore ses plans, établit des prix qui ne dépendent pas de fluctuations incontrôlées et qui se fondent sur les interrelations que le plan établit dans l'économie nationale. En général le prix de production est déterminé sur la base des coûts primaires industriels moyens et de la quantité d'accumulation fixée pour l'industrie en question” (1968, p. 140).

Les prix ont ainsi, en plus de leur fonction comptable, une fonction d'allocation de ressources, et ils contribuent à favoriser les secteurs qu'on a l'intention de développer plus rapidement. D'autre part, les prix peuvent avoir une fonction de redistribution du revenu, quand on augmente, au moyen d'un impôt, le prix de certains produits de luxe. Cette dernière fonction n'a que peu d'importance dans le système puisqu'il est possible de contrôler directement la distribution par la réglementation des salaires. Le caractère d'allocateur de ressources, par contre, peut être plus important. Mais ici aussi l'opérationnalité du système des prix comme allocateur de ressources, est limitée. C'est probablement l'emploi excessif et inutile de ce moyen de planification qui a conduit l'économie soviétique et des autres pays communistes à une série de distorsions, et ensuite aux réformes de la deuxième moitié des années 60.

Ces réformes avaient comme objectif le développement dans ces pays d'une économie socialiste de marché. Selon les propres termes de l'un de ses plus véhéments défenseurs, en Hongrie, où elle a été menée le plus loin,

“L'idée fondamentale de la réforme était que nous devions abandonner le ‘modèle directive comme un tout. Au lieu d'établir des buts obligatoires pour chaque

activité économique dans tous ses détails, nous devons diriger et planifier notre développement économique au moyen de régulateurs économiques (prix, impôts, tarifs, taux de change, intérêts, encouragements monétaires, marche, offre et demande, etc.) qui soient en accord avec notre système économique de marché” (L. Csapo, 1966. ps. 238-239).

Les limites de ce type de réforme, cependant, sont évidentes. En dernière analyse, le système des prix du marché ne pourrait être introduit effectivement dans ces économies qu’au détriment du système de planification. Or, cela entre en contradiction avec le principe fondamental du mode technobureaucratique de production selon lequel la planification est un système de coordination économique, plus efficace que le système de prix. Le système de prix peut être utilisé dans le cadre d’un système général de planification, comme auxiliaire dans le détail du plan. Les limitations de système d’information administrative, malgré le progrès des ordinateurs, conduisent à utiliser les prix également comme mécanisme régulateur. Mais ce caractère régulateur reste strictement auxiliaire du système plus vaste de coordination économique, c’est-à-dire de la planification. C’est la raison pour laquelle Alec Nove, jugeant les réformes en URSS, affirme: “les réformateurs, mathématiciens ou non, ont été battus... le vieux système d’idées ou de substance économique-organisationnel a survécu sans changement profond” (1972, p.354). En Hongrie ces réformes ont été plus profondes, mais elles ne produisent pas, cependant, le phénomène de la généralisation de la marchandise du capitalisme classique. Elles indiquent simplement que dans la formation sociale hongroise, et à un degré moindre dans la formation sociale soviétique, bien que le technobureaucratisme soit le mode de production dominant, il existe encore des traits du système capitaliste.

Tauvail-marchandise et salaires

La troisième distinction entre le capitalisme et le technobureaucratisme se réfère au problème du travail salarié. Le processus de généralisation de la marchandise dans le système capitaliste se manifeste essentiellement par le travail salarié. Le travail, dans le capitalisme, est transformé en marchandise, et comme n’importe quelle autre marchandise, il a un prix qui doit correspondre à son coût de production: le salaire. Le salaire est par conséquent le prix de la marchandise travail et doit correspondre à la valeur de cette marchandise, c’est-à-dire au coût de reproduction de la main-d’œuvre. Dans le capitalisme monopoliste d’État – de la même façon que les prix des marchandises cessent de correspondre à leurs valeurs respectives, soit en conséquence de caractère oligopolistique de l’économie, soit de l’apparition d’un système tributaire différentiel et d’un contrôle administratif des prix de la part de l’État – les salaires tendent également à perdre partiellement leur caractère de marchandise dans la mesure où les syndicats parviennent à les élever au-dessus du niveau de subsistance des travailleurs, c’est-à-dire au-dessus du coût de reproduction de la main-d’œuvre historiquement déterminé.

Ce qui nous intéresse, cependant, n'est pas de signaler les situations intermédiaires des formations sociales mixtes. Dans le capitalisme, à l'état pur, le travail est une marchandise; dans le technobureaucratisme, il cesse de l'être. La rémunération des travailleurs n'est pas déterminée sur le marché en fonction du coût de reproduction de la main œuvre, mais politiquement, par la technobureaucratie d'État, en fonction des nécessités d'accumulation de l'État, de la participation à la plus-value économique que les technobureaucratie prétendent se réserver sous forme de traitements directs et indirects, et du volume de la consommation sociale que l'État décide de contrôler directement. Le fait que le travail cesse d'être une marchandise ne signifie donc pas que nous soyons devant un système socialiste où l'exploitation du travail disparaît. La disparition du capital au moyen de l'étatisation ou de la nationalisation des instruments de production ne veut dire socialisme que si les travailleurs contrôlent directement ces moyens de production et l'État lui-même; de même, le fait que le travail cesse d'être une marchandise ne signifie pas que la plus-value économique appartienne aux travailleurs.

Le salaire, dans le technobureaucratisme, devrait à la rigueur recevoir un autre nom, dans la mesure où il cesse d'être le prix de la marchandise travail. Faute d'une expression meilleure, cependant, nous continuerons à utiliser le terme "salaire". Sa détermination se réalise dans les termes de la planification économique d'État. On part d'un fonds global attribué aux salaires. Ce fonds est ensuite partagé entre les divers secteurs économiques et entre les diverses régions du pays et finalement subdivisé jusqu'à ce qu'on arrive au niveau des entreprises. Le marché n'a aucun rôle significatif dans ce système. Décrivant le système soviétique, Alec Nove affirme:

"Tous les travailleurs sont classés en degrés, le Gouvernement détermine le salaire du degré le plus bas, le degré un; chacun des degrés supérieurs est calculé au moyen de coefficients qui sont également indiqués par le Gouvernement..." (1961, p. 141).

Les salaires sont donc rigidement contrôlés par l'État. Le rôle du marché, ici, est également strictement subsidiaire. Il ne se manifeste que par la liberté qu'ont les travailleurs de changer d'emploi. Le travail salarié, cependant, au strict sens capitaliste du terme, n'existe pas dans le mode technobureaucratique de production.

Appropriation de la plus-value Traitements

Une nouvelle distinction également essentielle entre le mode de production capitaliste et le mode technobureaucratique réside dans la forme d'appropriation de la plus-value. Dans le mode de production capitaliste pur, le revenu Y_k est égal à la somme des profits, R , et des salaires, W . Les salaires correspondent à la production de biens de consommation de base, ou nécessaires R , tandis que les profits correspondent à la production de biens de consommation de luxe, V , et à la production de biens de capital, J . Le surplus, par conséquent, est égal aux profits.

$$Y_k = W + R$$

$$W = B$$

$$R = V + J$$

Dans le mode de production technobureaucratique, si nous prenons référence un pays développe tel que l'URSS, le revenu, Y_t , est constitué par les profits de l'État, R_e , les traitements, O , et les salaires. Les salaires correspondent encore, à la production de biens de base, bien qu'il faille admettre la consommation, par les travailleurs, d'une petite part nV de la production de biens de luxe. Dans un pays sous-développé, cette part doit être tenue pour insignifiante. Les traitements reçus par les technobureaucrates sont déterminés selon des critères économiques et politiques et correspondent surtout à la consommation de biens de luxe, si nous considérons que dans une formation sociale pleinement technobureaucratiseé, la consommation de biens de base par les technobureaucrates est insignifiante. Le profit d'état, R_e , est utilisé pour l'accumulation de capital, AK , correspondant à la production de biens de capital, J . Le surplus, par conséquent, est égal aux profits.

$$Y_k = R_e + O + W$$

$$W = B + nV$$

$$O = (1-n)V$$

$$R_e = J$$

En termes de comptabilité nationale, la production d'un pays peut être définie en termes de produit, Y_P , dépenses, Y_D , ou de revenu, Y_R . Les trois facteurs réunis sont strictement équivalents. Dans les deux modes de production, le produit, Y_P , est constitué par la somme de la production de biens de capital, de biens de luxe et de biens de consommation de base. La dépense globale correspondante, Y_D , est définie de la même façon, en termes d'investissements, I , de consommation de biens de luxe, C_V , et de consommation de biens de base, C_B .

$$Y_P = J + V + B$$

$$Y_D = I + C_V + C_B$$

Seul le revenu, Y , doit être défini différemment pour chacun des deux modes de production dans le capitalisme il est constitué de salaires et de profits; dans la technobureaucratie, il est constitué de salaires, de traitements et de profits d'État.

Dans une situation intermédiaire, comme c'est le cas du capitalisme monopoliste de l'État, la formation sociale prédominante est capitaliste mais déjà infiltrée de traits technobureaucratiques. Tel est le stade de développement actuel du système capitaliste, où le revenu, Y , n'est pas constitué des deux éléments, profits et salaires, comme dans le capitalisme pur, mais de trois: profits, salaires et traitements. Les profits sont utilisés non seulement pour l'accumulation, mais aussi pour la consommation de biens de luxe. Les traitements sont déjà présents et sont utilisés non seulement en biens de luxe, mais aussi, dans le cas des traitements les plus élevés, en actifs financiers. Technobureaucrates et capitalistes, qui par ailleurs sont alliés, se confondent alors partiellement. Mais pour le moment ce qui nous intéresse n'est pas d'examiner cette situation intermédiaire, mais de définir le mode de production capitaliste pur, en opposition au mode de production technobureaucratique.

L'appropriation privée de la plus-value économique au moyen des traitements et non plus des profits, puisque ceux-ci sont étatisés, constitue une distinction essentielle entre le mode de production technobureaucratique et le capitalisme. Le traitement est la rémunération du technocrate comme le profit est la rémunération du capitaliste. Tous deux sont extraits de la plus-value, mais leur nature est totalement différente.

Le profit ou plus-value (en réalité le profit est une partie de la plus-value. si nous distinguons les capitalistes actifs qui reçoivent des profits et les capitalistes inactifs qui reçoivent des loyers ou des intérêts) est le résidu obtenu par le capitaliste après qu'il ait vendu son produit d'après sa valeur sur le marché et après avoir payé le travail-marchandise de ses ouvriers également d'après sa valeur de marché. Le profit capitaliste se réalise, ainsi, sur le marché après que le coût de reproduction de la main-d'œuvre a été payé en termes de salaires. Dans le capitalisme, par conséquent, l'appropriation de la plus-value économique se réalise au moyen du marché et non directement au moyen de la violence comme cela se produisait sous les modes de production pré-capitalistes. Sous ces derniers, c'était toujours par la force ou la violence que la classe dominante obtenait la plus-value du travail. Sous le mode asiatique de production, le moyen par excellence d'extraire le surplus est la tributation; avec l'esclavage, c'est le travail de l'esclave lui-même; avec le féodalisme, c'est la corvée. Dans le cas du capitalisme, la force n'a été utilisée que lors de son implantation. On assiste alors au processus historique de l'accumulation primitive. Dès que le capitalisme commence à fonctionner en termes classiques et concurrentiels, cependant, l'appropriation commence à se réaliser au moyen du marché. La violence existe toujours, mais sous une forme indirecte, par la médiation du marché de l'État, dans la mesure où celui-ci assure, par la police, la reproduction du système politique. Cela signifie que l'État a pour rôle fondamental, d'assurer, par la violence, la réduction économique du travail à la condition de marchandise. La production de la plus-value devient alors un phénomène normal du marché. L'appropriation du surplus ne retrouve cette connotation de force que lorsque le capitalisme devient monopoliste, c'est-à-dire lorsque le capitalisme commence à se défigurer.

Dans le cas de l'appropriation de la plus-value au moyen des traitements, nous nous trouvons devant une situation mixte où cette appropriation se réalise simultanément par le marché, et administrativement, par la force. La forme d'appropriation est évidemment très différente de celle du profit, mais elle peut être confondue avec les salaires. Il est donc nécessaire de distinguer clairement les salaires des travailleurs et les traitements des technobureaucrates. Une analyse superficielle pourrait nous conduire à affirmer que les traitements aussi bien que les salaires constituent la rémunération du travail, et que par conséquent, il n'y a pas lieu d'établir de distinction. En réalité, la première distinction découle exactement de la nature du travail exécuté. Le travailleur est directement lié à la production de biens et de services. Les technobureaucrates font partis de ceux qui réalisent un "travail improductif", selon la terminologie d'Adam Smith (1776, vol. I, p. 295). Ils ne sont pas directement responsables de la production. En qualité d'administrateurs, d'ingénieurs, de techniciens, ils coordonnent le travail productif et l'orientent techniquement. L'expression "travailleurs improductifs" ne signifie donc absolument pas que les technobureaucrates ne contribuent pas à la production. Leur rôle dans l'organisation de cette production est important. Le technobureaucrate est un technicien ou un bureaucrate auquel on prête une compétence technique. Cela signifie qu'il prétend posséder le monopole de la connaissance technique et organisationnelle essentielle à l'efficacité du système productif. Il est évident que cette prétention au monopole du savoir a un caractère également idéologique. C'est une des bases sur lesquelles le technocrate légitime sa position de pouvoir et son appropriation du surplus économique. Mais il ne s'agit pas d'une position purement idéologique, dans la mesure où l'administration des organisations et leur progrès technologique sont essentiels au développement du système économique. Ce qui peut, et doit être discuté, c'est le caractère bureaucratique de l'administration et la nature éventuellement antisociale du développement technologique, et non l'administration elle-même ni le progrès technologique.

C'est dans ces termes que les technobureaucrates légitiment leur position à partir de la base de la compétence technique et du développement économique qui en découle. Ce développement doit permettre l'augmentation systématique de la rémunération des travailleurs de manière à les maintenir perpétuellement satisfaits malgré le système politiquement répressif, marqué par l'inégalité.

Les traitements rémunèrent donc le travail "improductif", au sens, seulement, où il s'agit d'un travail qui n'est pas directement lié à la production.

Le travailleur assure le fonctionnement de l'instrument de production tandis que le technocrate le contrôle au moyen de l'organisation bureaucratique. C'est cette situation privilégiée du technobureaucrate, qui contrôle les instruments de production et qui occupe formellement dans l'organisation bureaucratique, une position d'autorité, qui fait que la nature des traitements diffère de celle des salaires.

Les salaires sont la rémunération du travail productif. Dans le capitalisme classique et dans le sous-développement industrialisé, ces salaires sont déterminés à longue échéance par le coût de reproduction de la main-d'œuvre, et à courte échéance par l'augmentation ou la diminution de la demande de travailleurs, dans la mesure où le taux d'accumulation de capital augmente ou diminue. Dans le capitalisme monopoliste, les salaires sont déterminés à longue échéance par le coût de reproduction de la main-d'œuvre et par une partie de la plus-value que les travailleurs organisés arrivent à obtenir par la lutte syndicale. Dans le mode technobureaucratique de production, les salaires sont également déterminés par le coût de reproduction de la main-d'œuvre et une partie du surplus que les travailleurs arrivent peu à peu à obtenir. Contrairement à ce qui se passe avec le capitalisme monopoliste, cependant, cette participation à la plus-value n'a pas été obtenue par le pouvoir syndical mais est due au besoin qu'ont les technobureaucrates au pouvoir de s'auto légitimer en assurant aux travailleurs de meilleures conditions de vie. Bien que le système tende à être politiquement autoritaire, les technobureaucrates ont la volonté de légitimer leur pouvoir. Cette légitimation repose sur l'affirmation idéologique qu'ils exercent le pouvoir au nom des travailleurs. Dans ces termes, bien que le pouvoir soit réellement exercé par les technobureaucrates à leur propre bénéfice, ils n'ont pas d'autre alternative sinon d'assurer la participation des travailleurs aux bénéfices de la plus-value.

Les salaires ne sont pas toujours la rémunération du travail productif. Ils sont directement liés à la production. Et pour les entreprises, ils constituent un coût variable qui augmente ou diminue dans la mesure où la production varie. Le niveau général des salaires est fonction des facteurs mentionnés ci-dessus – coût de reproduction de la main-d'œuvre et pouvoir d'échange politiquement déterminé. Une fois défini ce niveau de base, la théorie de la productivité marginale peut être utile pour expliquer l'allocation du travail aux entreprises et aux diverses activités productives.

Les traitements, eux, ne présentent aucune relation directe avec la production. Le taux des traitements ou traitement moyen, défini par le quotient du total des traitements par le nombre de technobureaucrates, ne peut s'expliquer par le coût de reproduction des technobureaucrates. Le concept de productivité marginale, qui ne nous est d'aucun secours pour expliquer le niveau général des salaires, est moins utile encore pour expliquer le taux des traitements ou même les différences de niveaux de traitements, dans la mesure où rien n'est plus difficile que de déterminer la production marginale d'un technobureaucrate.

Le taux des traitements dépend fondamentalement du volume total des traitements et du nombre de technobureaucrates. Le volume total des traitements, quant à lui, dépend de la plus-value totale et de la forme sous laquelle elle est appropriée et répartie. La production de la plus-value dépend surtout du degré de développement des forces productives et du niveau d'accumulation de capital de la société, quel que soit le mode de production.

Quant à l'appropriation et à la répartition de la plus-value, elles varient selon le mode de production. Dans le capitalisme classique ou pur, elle est appropriée intégralement par la classe capitaliste. Les technobureaucrates n'existent pas. Dans le capitalisme monopoliste d'État et dans le sous-développement industrialisé, les technobureaucrates et les capitalistes se partagent la plus grande partie de la plus-value, en termes de traitements et de profits, avec une tendance à la participation croissante des premiers. Les travailleurs obtiennent également une partie de la plus-value dans le capitalisme monopoliste. Avec le mode de production technobureaucratique, les capitalistes et les profits privés disparaissent. Les technobureaucrates, qui contrôlent l'État et les entreprises publiques, doivent réserver une partie de la plus-value pour l'accumulation de capital qui doit permettre sa reproduction, et son augmentation. Ils doivent également en réserver une partie, la plus faible possible, pour les travailleurs, afin de légitimer leur position. Le reste sera partagé entre les technobureaucrates eux-mêmes en fonction des compétences relatives exigées par les diverses fonctions qu'ils exercent et du pouvoir politique de chacun d'eux ou de chaque groupe de technobureaucrates au sein du système.

La détermination du total des traitements, étant donné qu'elle dépend basiquement du volume de la plus-value et de la nécessité de l'accumulation de capital, est éminemment politique. Les nécessités d'accumulation elles-mêmes sont définies politiquement, et la part de la plus-value destinée aux travailleurs dépendra essentiellement de leur capacité de revendication, ou ce qui revient au même, de l'exigence de légitimation chez les technobureaucrates.

La légitimation des technobureaucrates, à son tour, dépend non seulement de leur capacité d'organiser la production et de distribuer partiellement le surplus, mais aussi de tout un système idéologique monté pour le soutenir. Ce système idéologique place comme principal objectif de la société le développement économique, c'est-à-dire l'augmentation de la plus-value par une efficacité accrue des facteurs productifs. Et son premier postulat est l'idée que l'efficacité des organisations productives et de l'État sera d'autant plus grande que le nombre de technobureaucrates sera plus élevé. Dans ces conditions le nombre des technobureaucrates augmente constamment soit en fonction de l'augmentation de la production, soit en fonction des nécessités de contrôle, soit en fonction de la simple croissance démographique des technobureaucrates eux-mêmes. Bien que le nombre de technobureaucrates ne soit pas directement lié à la production, ce rapport existe. D'autre part, les technobureaucrates sont extrêmement nécessaires pour l'exercice du contrôle social. Souvent, la logique de la production dispenserait de nombreux technobureaucrates, mais la logique du contrôle social, la nécessité de maintenir fermement la subordination des travailleurs et l'effort dans le sens de l'appropriation d'une partie de la plus-value, mènent au recrutement de nouveaux technobureaucrates¹⁰.

Cependant, bien que sans cesse croissant, le nombre de technobureaucrates est toujours et par définition, "insuffisant", parce qu'il n'est pas possible de déterminer avec précision la demande de technobureaucrates en fonction des

nécessités de la production, cette dernière dépendant d'un facteur idéologique, de l'affirmation selon laquelle l'efficacité des organisations peut toujours être accrue par l'augmentation du nombre de technocrates.

Cette analyse tend à montrer que le concept de profit lui-même est profondément modifié dans le mode de production technobureaucratique, par rapport à sa signification dans le mode de production capitaliste. Nous n'avons plus ici de profit privé, mais un profit étatisé. Ce dernier ne sert plus à la consommation privée de luxe, si ce n'est au moyen des traitements non pécuniaires dont bénéficient les technobureaucrates. D'autre part, dans le système capitaliste, la maximisation du profit est l'objectif visible des capitalistes, tandis que les technobureaucrates essaient, grâce au contrôle du capital qu'ils exercent, de maximiser les traitements. Pour cela, il est fondamental d'accroître la production de chaque entreprise et le surplus général de la société, qui dépend du niveau de la production nationale. Le volume des traitements que chaque organisation peut payer dans une économie technobureaucratique pure ne dépend pas de ses profits, mais du volume total de la production de l'entreprise et du niveau général du surplus social. Le profit n'est même pas un critère important pour mesurer l'efficacité des entreprises, vu que la planification l'emporte sur le marché. L'expansion de la production est essentielle car l'intérêt des technobureaucrates est non seulement de maximiser le taux des traitements, mais aussi le volume total des traitements par l'incorporation de nouveaux technobureaucrates au système.

Cependant ce n'est pas seulement par la forme d'appropriation ou d'extraction de la plus-value économique que le capitalisme se distingue du socialisme mais aussi et nécessairement par la forme de répartition de ce surplus. Dans le mode de production capitaliste, le surplus est réparti entre les capitalistes d'après une règle simple et directe: le volume du capital retenu par chaque capitaliste individuel. Ce critère découle du fait élémentaire en théorie économique, que le taux des profits, dans le capitalisme, est le même dans tous les secteurs, étant donnée la concurrence. Dans ces conditions les profits sont partagés entre les capitalistes en fonction de leur capital. Dans le technobureaucratisme, par contre, la répartition du total des traitements entre les technobureaucrates n'a rien à voir avec le capital qu'ils contrôlent. Elle dépend de la position que chaque technobureaucrate occupe dans la hiérarchie organisationnelle. Encore une fois, c'est l'organisation, et non le capital, l'élément déterminant dans ce mode de production.

En résumé, le mode de production technobureaucratique diffère du mode capitaliste parce qu'y disparaît le processus de généralisation de la marchandise; le travail lui-même cesse d'être une marchandise échangée sur le marché à son coût de production, bien qu'un système d'exploitation continue à exister; les rapports de production cessent d'être capitalistes avec la disparition de la bourgeoisie et de la propriété privée des instruments de production, c'est-à-dire avec la disparition du capital, et sont remplacés par des relations technobureaucratiques de production, et par la propriété organisationnelle, caractérisée par la médiation de l'organisation bureaucratique entre l'ensemble des technobureaucrates et les instruments de production; la classe capitaliste ou bourgeoisie, expropriée, disparaît et est

remplacée par la classe technobureaucratique ou la technobureaucratie; l'appropriation privée de la plus-value ne se réalise plus au moyen du profit mais au moyen des traitements; la répartition du surplus cesse de se faire sur la base du volume de capital de chaque capitaliste et se fait selon la position du technobureaucrate dans la hiérarchie organisationnelle; le système économique cesse d'être coordonné par le marché pour l'être par la planification centralisée. Le mécanisme des prix peut encore être employé pour aider à contrôler la demande plutôt que l'offre à l'intérieur du système, mais son rôle sera subsidiaire. Le mode de production technobureaucratique est le mode de production du grand État national et des entreprises publiques où les technobureaucrates, grâce au contrôle du nouveau facteur stratégique de production (Galbraith, 1967, p. 54, et Bresser-Pereira, 1972, p. 37 à 56), c'est-à-dire de la connaissance technique et organisationnelle, contrôlent également toute la société. Ils assument ainsi le pouvoir politique, développent simultanément une idéologie autoritaire, nationaliste et prônant le développement, destinée à légitimer leur pouvoir¹¹.

Capitalisme d'État?

Au service de qui sont les technobureaucrates? Au service des capitalistes dont ils sont les assesseurs, affirment certains sociologues qui prétendent conserver vis-à-vis de Marx une fidélité que ce dernier répudierait probablement s'il était encore en vie. Sans aucun doute, dans les formations sociales mixtes où le mode de production capitaliste est encore dominant, les technobureaucrates occupent une position subordonnée. Ils sont pour cette raison au service des capitalistes. Leur indépendance, cependant, s'accroît. Soit au niveau des entreprises privées bureaucratisées, soit principalement dans le cas des entreprises publiques et des organes du Gouvernement. Dans ce cas il est plus indiqué de parler d'une association entre capitalistes et technobureaucrates. Mais lorsque nous nous trouvons devant un mode de production technobureaucratique où la classe bourgeoise a été éliminée ainsi que la propriété privée des moyens de production, au service de qui peuvent bien être les technobureaucrates si ce n'est d'eux-mêmes? Ils constituent alors la classe Dominante, comme cela se produit en URSS. Ils sont les successeurs de la bourgeoisie. Ils s'approprient la plus grande part de la plus-value destinée à la consommation de luxe. Ils ont pleinement accaparé le pouvoir politique et maintiennent fermement leur contrôle des moyens de production.

Comme toutes les classes dominantes de l'histoire, la classe technobureaucratique, lorsqu'elle assume le pouvoir dans une société, soit par le contrôle des forces armées bureaucratisées, soit au moyen des partis politiques bureaucratisés, et, toujours par une progressive infiltration dans les entreprises et dans l'État, de plus en plus bureaucratisés, utilise le système social à son propre bénéfice. Le transfert des privilèges des parents aux enfants se fait par l'éducation et

la promotion culturelle. La méritocratie et un complexe système d'examens font partie de l'idéologie technobureaucratique, fonctionnant comme instruments essentiels de sa perpétuation.

Faute de critères pour identifier le nouveau mode de production, on continue, avec insistance, à parler de capitalisme. On parle, alors, en termes très imprécis, de l'existence d'un capitalisme d'État et d'une bourgeoisie d'État. L'Union Soviétique serait un cas de capitalisme d'État. S'il ne s'agissait que d'une question de terminologie, si le capitalisme d'État signifiait un mode de production où la classe technobureaucratique (ou la bourgeoisie d'État) contrôle le capital grâce à la domination bureaucratique sur l'État, nous n'aurions aucune objection à faire. Remarquons seulement que dans ce cas, l'expression capitalisme d'État serait employée de façon inadéquate. Dans son acception originale, elle a été utilisée, entre autres, par Lénine¹², et elle avait un sens bien différent. Le capitalisme d'État était le système capitaliste des grandes entreprises privées sin lesquelles l'État exerçait son contrôle. Lénine donnait comme exemple de capitalisme d'État l'Allemagne des Junkers et de Bismark (voir note 3). Technobureaucratie nous semble être une expression beaucoup plus heureuse pour caractériser le phénomène que nous examinons. Nous pouvons cependant utiliser la forme capitalisme d'État dans le cas de l'Union Soviétique par exemple, pour montrer qu'il s'agit d'un pays où le mode de production dominant est capitaliste. Mais dans ce capitalisme, il n'y aura ni classe bourgeoise, ni propriété privée du capital, ni appropriation privée du surplus par le profit, mais appropriation de surplus par les traitements ; il n'y aura pas non plus coordination de l'économie par le marché, mais par l'administration technobureaucratique. Ce serait, enfin, un mode de production sans capitalistes et sans rapports de production capitalistes. Cette position est le fruit d'une vision immobiliste de l'histoire. Elle ne peut s'expliquer que par le manque d'imagination de certains marxistes "orthodoxes" qui, restent attachés à des idées que Marx probablement renierait aujourd'hui ; qui se refusent à accepter l'apparition d'un nouveau mode de production antagonique avant l'avènement de socialisme.

Quant à l'expression "bourgeoisie d'État" - proposée par Charles Bettelheim lorsqu'il s'est rendu compte que la révolution socialiste avait été trahie en Union Soviétique, son impropriété est évidente¹³. La bourgeoisie est une classe sociale historiquement et très clairement située; et bien définie. Curieuse, également, est la théorie selon laquelle nous aurions; dans un système comme le système soviétique une "bourgeoisie d'État" au sommet du système s'appropriant la majorité des bénéfices du système, et la bureaucratie, au service de cette bourgeoisie d'État. Le seul mérite de cette idée est de nous rappeler que les technobureaucrates sont hiérarchisés, ce qui caractérise les bureaucraties où ils opèrent. Et que, par conséquent, il existe des technobureaucrates à des niveaux divers de la pyramide bureaucratique. Mais il n'y a pas de raison pour établir entre eux des distinctions qualitatives. Les travailleurs, les artistes, les intellectuels, les étudiants étant exclus, les autres sont des technobureaucrates – ingénieurs, administrateurs, économistes, militaires, fonctionnaires, techniciens spécialisés – chargés de la mission collective de gérer l'organisation bureaucratique. Le fait que certains occupent une position

plus élevée que d'autres est une contingence structurale du système lui-même, et reflète dans une certaine mesure les différents niveaux de compétence technobureaucratique. Mais il ne nous permet pas de distinguer les technobureaucrates d'une hypothétique bourgeoisie d'État. Les technobureaucrates contrôlent les moyens de production d'une manière collective, et non de façon individuelle comme le faisaient les capitalistes. Le technobureaucrate est l'homme de l'organisation. Le mode de production technobureaucratique est le système des organisations bureaucratiques modernes ou technobureaucratiques. Des expressions telles que capitalisme d'État, bourgeoisie d'État, et même capitalisme bureaucratique sont inadéquates principalement parce qu'elles ne nous aident pas à établir la distinction nécessaire avec le capitalisme. Il n'y a en leur faveur qu'un seul argument. Il devient idéologiquement plus facile de critiquer ce mode de production quand on l'identifie au capitalisme. Même de ce point de vue, toutefois, il me paraît préférable de distinguer nettement le mode de production capitaliste et le mode de production technobureaucratique, et de critiquer ensuite ce dernier à partir de ses caractéristiques spécifiques¹⁴.

Deux contributions

Nous devons maintenant mentionner rapidement la critique de la bureaucratie soviétique faite par Trotski dans les années 30, et le travail pionnier, innovateur, du groupe réuni autour de la revue *Socialisme ou Barbarie* publiée en France de 1949 à 1965. Tous deux apportent une contribution importante à l'analyse des rapports de production en URSS, bien qu'ils ne forment pas de conclusion satisfaisante.

Trotski, dont la contribution à la révolution socialiste et à la critique de la bureaucratie soviétique est définitive, se trouvait dans les années 30, aux prises avec une série de contradictions qui rendent difficile une définition plus précise de la nature des rapports de production en Union Soviétique. D'une part, il niait fermement qu'il y ait eu en URSS une restauration du système capitaliste, dans la mesure où les moyens de production étaient toujours nationalisés et où le système de planification avait été maintenu. Il admettait seulement qu'il y avait une "menace" de rétablissement du capitalisme, au cas où ces conquêtes seraient perdues. L'État, d'après lui, est toujours ouvrier. Ce qui se serait produit serait une "déformation bureaucratique" provoquée par le retard de la révolution socialiste mondiale, et par la faiblesse ou le retard des ouvriers et des paysans soviétiques, du au bas niveau de développement des forces productives du pays. Trotski emploie l'expression "caste" car il ne pouvait pas parler de classe dans la mesure où il n'arrivait pas à définir les bases d'un nouveau mode de production.¹⁵ Pour Trotski l'affirmation que l'État restait un État ouvrier était importante parce qu'il craignait la restauration capitaliste et proposait et espérait une nouvelle révolution ouvrière (Trotski, 1938 et 1940). Presque quarante ans se sont écoulés, et ni cette restauration ni cette nouvelle révolution ne sont produites. La bureaucratie ou technobureaucratie soviétique est toujours fermement au pouvoir. Nous ne pouvons

pas parler d'une simple déformation bureaucratique passagère dans une société socialiste. D'autre part, Trotski avait raison de nier une restauration du capitalisme. Il ne nous reste donc d'autre alternative que de définir critiquement les nouveaux rapports de production en Union Soviétique à partir du Thermidor staliniste.

Le groupe *Socialisme ou Barbarie* est surtout représenté par Cornélius Castoriadis et Claude Lefort. Ce groupe a réalisé un remarquable travail de critique socialiste de l'Union Soviétique, montrant de quelle façon le marxisme et le socialisme y avaient été déformés. Castoriadis, dans son ouvrage de 1949 sur *Les rapports de Production en Russie*, critique non seulement le stalinisme mais, aussi, sur un autre plan, Trotski, car celui-ci bien qu'il s'oppose à Staline et à la bureaucratie staliniste, et considère non-socialiste la distribution de revenu en Union Soviétique, définissait comme socialistes les bases de la société soviétique compte tenu du caractère étatique de la propriété des moyens de production, de la planification de l'économie et du monopole étatique du commerce extérieur. Castoriadis passe ensuite à une vaste analyse où il démontre que le socialisme ne doit pas être confondu avec l'étatisation quand le pouvoir sur l'État échappe aux travailleurs. Castoriadis montre comment, en Union Soviétique, ce pouvoir a été assumé par la bureaucratie; comment le pouvoir des soviets a été atrophié, puisque sa source, la gestion ouvrière de la production, n'existait pas; comment, de nouveaux rapports de production se définissant à partir de la gestion de la production, se définit également et automatiquement une nouvelle forme de répartition du produit social; comment la bureaucratie se transforme en classe dominante dans la mesure où elle dispose complètement des moyens de production et contrôle l'État; comment cette bureaucratie dicte les salaires en fonction des besoins d'accumulation et de sa consommation improductive.

Toutefois, malgré cette brillante analyse, Castoriadis n'arrive pas à identifier les rapports de production spécifiques de l'Union Soviétique. Il parle simplement de "capitalisme bureaucratique" et déclare:

"Par le simple fait cependant qu'une partie de la population, la bureaucratie, dispose des moyens de production, une structure de classe est immédiatement conférée aux rapports de production. Dans cet ordre d'idées le fait de l'absence de la "propriété privée" capitaliste ne joue aucun rôle; la bureaucratie, disposant collectivement des moyens de production, ayant sur ceux-ci le droit d'user, de jouir et d'abuser (pouvant créer des usines, les démolir, les concéder à des capitalistes étrangers, disposant de leur produit et définissant leur production), joue vis-à-vis du capital social de la Russie le même rôle que les gros actionnaires d'une société anonyme vis-à-vis du capital de celle-ci" (1949 p. 251).

Cette affirmation est contradictoire et imprécise. Comment la bureaucratie peut-elle être une classe, et comment pouvons-nous voir le capitalisme en Union Soviétique? D'autre part, la comparaison entre les technobureaucrates et les actionnaires d'une grande société anonyme est particulièrement inadéquate car les actionnaires n'administrent pas l'entreprise; ils ne sont en quelque sorte que des rentiers, des capitalistes inactifs qui appliquent leur capital dans l'entreprise en échange de dividendes; la direction effective de l'entreprise dans le capitalisme

monopoliste, appartient à un groupe de capitalistes actifs associés à ces technobureaucrates ou à des administrateurs professionnels dont le degré croissant d'autonomie varie selon les entreprises. Castoriadis répudie également l'expression "bourgeoisie d'État", dans un ouvrage postérieur, car elle "escamote le problème de la bureaucratie" (1973, p. 315). Et cependant, il continue à croire à l'existence du capitalisme en Union Soviétique. Nous pourrions penser que lorsqu'il parle de "capitalisme bureaucratique", il vide de son sens spécifique le capitalisme et que par conséquent il peut se référer à un nouveau mode de production. Cette explication, cependant, ne correspond probablement pas à ses intentions. Il semble plus juste de conclure que Castoriadis et le groupe *Socialisme ou Barbarie* n'ont pas su conduire l'analyse jusqu'à ses dernières conséquences, dans la mesure où ils n'ont pas su donner une base spécifique aux nouveaux rapports de production. Surtout, ils n'ont pas été capables d'identifier le rôle de l'organisation bureaucratique d'État – comme intermédiaire entre l'ensemble des technobureaucrates et les instruments de production – et ils n'ont pas reconnu la forme spécifique d'appropriation et de répartition de la plus-value économique par les traitements dans le nouveau mode de production. Le fait de n'avoir pas su identifier ces caractéristiques économiques spécifiques des rapports de production les a conduits à une interprétation plus politique qu'économique du problème. Claude Lefort, par exemple, affirme

"Cela révèle une indétermination de la bureaucratie, qui nous semble être à l'origine des difficultés auxquelles se heurte la théorie. La bureaucratie n'est pas une classe tant qu'elle n'est pas une classe dominante, et quand elle se transforme en classe, elle reste toujours, dans son essence, dépendante de l'activité proprement politique d'unification (1960, p. 256).

Ce texte révèle clairement la difficulté théorique qu'éprouve l'auteur à définir en termes économiques les rapports de production qui ont donné naissance à la classe technobureaucratique.

Le mode asiatique de production

Le mode de production technobureaucratique a par conséquent divers points de contact avec le mode capitaliste, mais il s'en sépare par d'autres aspects essentiels. Nous croyons avoir suffisamment éclairci ces ressemblances et ces distinctions. Il nous faut maintenant établir les analogies entre le mode de production technobureaucratique et le mode de production asiatique. Les caractéristiques communes aux modes de production capitaliste et technobureaucratique sont celles qui dérivent de la formation de sociétés industrielles: l'existence de biens de production séparés des travailleurs, la généralisation de la marchandise, la réduction du travail en marchandise. La caractéristique commune au mode asiatique de production et à la technobureaucratie sont en rapport avec la forme de la propriété d'État et avec le caractère

bureaucratique traditionnel de la classe-État qui domine le mode de production asiatique¹⁶.

Le mode de production asiatique représente la forme la plus généralisée et la plus durable vers laquelle a évolué la communauté primitive à partir du moment où la société a commencé à produire un certain volume de plus-value. Les modes de production antique ou esclavagiste, germanique et féodal peuvent être considérés comme exceptionnels par rapport au mode asiatique. Ce dernier a prédominé en Asie, en Afrique et dans les civilisations précolombiennes d'Amérique, une des caractéristiques communes étant l'appropriation de la plus-value économique par la imposition de tributs. Pour cette raison Samir Amin (1973, p. 4 à 43) préfère l'appeler mode de production tributaire. Il a prédominé en particulier dans les grandes civilisations hydrographiques du Nil, du Gange, de l'Indus, du Tigre et de l'Euphrate, du Fleuve Jaune, où une bureaucratie gouvernementale capable de réglementer l'utilisation des eaux du fleuve était nécessaire. Les populations sédentaires ainsi organisées étaient subordonnées à la classe-État de façon permanente et stable. La propriété était communautaire, mais la classe-État s'appropriait la plus-value au moyen de la imposition de tributs. Cette-ci était justifiée soit en termes militaires de défense, soit en termes bureaucratiques l'organisation, soit en termes théocratiques de divinité. Ainsi que l'observe Marx dans les Manuscrits, dans les

formes fondamentales asiatiques, l'unité compréhensive, qui est au-dessus de toutes ces petites unités communautaires, apparaît comme le propriétaire supérieur, en sorte que les communautés effectives n'apparaissent que comme possesseurs héréditaires... Par conséquent, au sein du despotisme oriental et de l'absence de propriété qui paraît juridiquement s'y vérifier, existe en fait, comme fondement, la propriété communautaire ou tribale, qui est essentiellement le produit d'une combinaison de manufacture et d'agriculture à l'intérieur de la petite communauté, qui de cette façon devient entièrement *self-sustaining* et contient en elle-même toutes les conditions de reproduction et de la surproduction. Une partie de son 'plus-travail' appartient à la collectivité supérieure qui en dernière instance existe comme *persona*, et ce 'plus-travail' devient effectif soit au moyen de tributs, etc., soit par un travail commun destiné à exalter l'unité, en dieu" (1971, p. 435).

Ce n'est donc une nouveauté pour personne qu'une classe, sans posséder la propriété privée des moyens de production, peut être capable d'assumer la position dominante dans la société et de s'approprier sa plus-value économique. Ce fut la forme d'organisation sociale la plus généralisée au cours de la longue période pré-capitaliste. Ses différences avec le mode de production technobureaucratique sont encore profondes. Les biens de production sont encore contrôlés par les travailleurs, il n'existe ni travail salarié ni traitements comme forme de rémunération de la classe dominante. Mais les analogies sont également notables. Dans les deux modèles, une classe bureaucratique contrôle l'État. La source de son pouvoir réside dans son contrôle administratif de la société. Ce contrôle revêt des formes juridico-religieuses dans un cas, juridico-techniques dans l'autre. Le fait que la propriété privée n'existe pas, cependant, n'empêche pas que les classes dominantes des deux modèles s'approprient la plus-value. Et l'autoritarisme des deux modèles ne doit pas être

oublié. Il s'appuie dans un cas sur la religion, dans l'autre sur les idéologies politiques, sur le pouvoir bureaucratique efficace et sur le pouvoir militaire dans les deux cas.

Bureaucratie et technobureaucratie

Le mode de production technobureaucratique se signale donc par son caractère bureaucratique, par l'administration rationnelle et impersonnelle, par la structure hiérarchisée et formelle. Nous ne devons cependant pas confondre bureaucratie et technobureaucratie. La bureaucratie représente un type idéal général et a-historique. Elle existe dans tous les modes de production, bien qu'elle ne soit dominante que dans le mode de production asiatique et dans le mode technobureaucratique.

Si nous restreignons davantage le concept de bureaucratie et si nous nous limitons au modèle bureaucratique étudié plus particulièrement par Weber, c'est-à-dire à la bureaucratie qui se développe au niveau de l'État capitaliste, principalement au XIX^{ème} siècle, nous pouvons établir une distinction plus nette. La base de la domination bureaucratique est rationnelle et légale. Ce sont les normes juridiques qui définissent l'autorité des bureaucrates et légitiment leur pouvoir. Sa carrière est rigidement définie en termes juridiques. Les postes se succèdent hiérarchiquement, avec leurs charges respectives d'autorité. L'efficacité de l'organisation est leur objectif final et leur ultime légitimation, cet objectif est rapidement dilué dans l'enchevêtrement des formes juridiques. Pour Weber la bureaucratie n'est pas encore une classe sociale, mais simplement un ordre.

Quant à la technobureaucratie, elle peut déjà être vue comme une forme plus moderne ou plus technique de bureaucratie. L'autorité technobureaucratique est également rationnelle-légale, mais la légitimation juridique fait place, en grande partie, à la légitimation technique¹⁷. L'efficacité de l'organisation est l'objectif le plus immédiat. La compétence technique cesse d'être reconnue essentiellement en termes d'examens et de diplômes juridiquement définis, comme cela se produit dans le modèle wébérien, et dépend davantage de l'action effective du technobureaucrate. Tandis que l'organisation bureaucratique tend facilement à la rigidité, à partir du principe de l'unité de commandement et de la centralisation administrative, l'organisation technobureaucratique est beaucoup plus flexible; elle abandonne le principe de l'unité de commandement pour s'appuyer sur des combinaisons diverses et superposées d'autorités de statut et d'autorité fonctionnelle. Le système de décision tend à la décentralisation. Un grand nombre de comités se chargent de prendre des décisions et d'assurer la coordination des activités. Il n'existe pas pour les technobureaucrates de carrière rigide, et leurs fonctions sont définies au fur et à mesure, en fonction des besoins du système et de leurs caractéristiques personnelles. On essaie ainsi de réduire l'impersonnalité de l'organisation bureaucratique, d'augmenter le degré de participation des administrateurs au procès de décision, et d'accroître ainsi l'efficacité du système.

Cela ne signifie pas que l'organisation technobureaucratique est nécessairement efficace. Il y a dans la technobureaucratie et chez le technobureaucrate un présupposé d'efficacité et de compétence technique. Mais ce présupposé peut bien souvent n'être qu'une simple forme de légitimation du pouvoir, sans fondement effectif dans la réalité. Finalement, la technobureaucratie cesse de constituer un ordre au service de la bourgeoisie, pour se transformer en une classe sociale associée à la bourgeoisie dans le capitalisme monopoliste d'État, et dominante dans le mode de production technobureaucratique.

Ces distinctions que nous venons d'établir entre le mode asiatique de production, le mode technobureaucratique, entre la bureaucratie de l'État capitaliste et la technobureaucratie suggèrent que le concept de bureaucratie, dans son acception la plus générale, présente au moins trois formes historiques fondamentales: la bureaucratie asiatique, caractérisée par l'administration théocratique-militaire; la bureaucratie capitaliste, définie par l'administration juridico-rationnelle-légale; et la technobureaucratie caractérisée par l'administration techno-efficace. Le bureaucrate asiatique fait partie de la classe dominante et tend à se confondre avec elle; le bureaucrate capitaliste est tout simplement subordonné ou assesseur du capitalisme; le technobureaucrate fait partie de la classe dominante dans le contexte d'un mode de production particulier.

Conclusion

Le mode de production technobureaucratique se distingue donc nettement du mode asiatique de production, du capitalisme et du socialisme. Il garde avec chacun de ces modes de production des caractéristiques communes. Il partage avec le mode asiatique de production la propriété d'État et le caractère bureaucratique. Il ressemble au capitalisme dans la mesure où les instruments de production ont été séparés des travailleurs. Avec le socialisme il n'a de commun que le fait que la propriété privée des moyens de production a été éliminée. Il s'en distingue par le fait d'être une société de classes ou un mode antagonique de production, de se fonder sur l'autoritarisme politique et sur l'appropriation de la plus-value par une minorité.

Notes

¹ Sur relations entre le mode de production asiatique, le féodalisme et le surgissement du capitalisme, voir Samir Amin (1973, p.4 à 48). Dans ce texte, Amin démontre le caractère historique particulier du féodalisme aussi bien que du capitalisme par rapport au mode de production asiatique ou tributaire.

² Sur le modèle de sous-développement industrialisé, voir Bresser-Pereira (1975). Nous n'examinons pas, dans ce travail, la problématique du capitalisme périphérique, ni la forte tendance à la technobureaucratisation qui se produit dans tous les pays sous-développés, dans la mesure où le capitalisme classique se révèle incapable de promouvoir l'industrialisation.

³ Cette expression se fonde sur la conception de capitalisme d'État de Lénine. Pour lui, le capitalisme d'État est une formation sociale capitaliste où la bourgeoisie, détenant la propriété privée du capital, s'appuie intégralement sur l'État. Il affirme: "Pour rendre les choses encore plus claires, nous allons tout d'abord, prendre l'exemple le plus concret de capitalisme d'État. Tous savent que c'est là l'exemple, c'est l'Allemagne. Nous avons là le 'dernier mot' du génie capitaliste moderne à grande échelle et en organisation planifiée subordonnée à l'impérialisme Junker bourgeois" (1918)

⁴ Marx affirme, en se référant à l'analyse des colonies par Wakefield, avec laquelle il concorde sur ce point: "La propriété de l'argent des moyens de subsistance, des machines et d'autres moyens de production ne font pas d'un homme un capitaliste, s'il lui manque le complément, l'autre homme qui est forcé de se vendre lui-même volontairement... Le capital n'est pas une chose, mais une relation social entre personnes, rendue effective à travers des choses" (1890, Livre I, p. 885).

⁵ José Arthur Giannotti, citant Marx, montre clairement le rapport entre capital et propriété privé. Il dit: "Toul le problème se résume donc à accompagner l'évolution de la propriété privée et comment cette évolution est explicitée en termes de contradiction. Sous sa première forme, c'est évidemment la propriété du sol, liée à une première forme de travail aliéné: l'agriculture. A ce moment, la propriété apparaît encore, d'une façon ou d'une autre, comme liée à une concession surnaturelle et la richesse comme le fruit d'une nature prodigue. Peu à peu, commencent les activités industrielles proprement dites. "Toute la richesse se transforme en richesse industrielle, en richesse du travail et l'industrie est le travail achevé, de même que le système manufacturier est l'essence développée de l'industrie, à savoir, le travail et le capital industriel sont la forme objective achevée de la propriété privé". Et, comme nous l'avons vu, ce procès historique de formation du capital est accompagné par la prise de conscience de ce que la richesse a son essence subjective dans le travail, de telle sorte que la possession et la propriété perdent leur légitimation surnaturelle pour révéler peu à peu leur caractère arbitraire et spoliateur. A l'apogée quand la propriété privée se transforme en capital, apparaît alors la contradiction entre avoir et ne pas avoir, dans toute sa violence (1968, p. 149-150; la citation de Marx faite par Giannotti est des Manuscrits Economico-philosophiques: 1, 2, 3, dans *Kleine Ukonomische Schriften*, Dietz Verlag, Berlin, 1955, p. 123).

⁶ Herbert Marcuse observe dans le même sens: "La nationalisation et l'abolition de la propriété privée des moyens de production ne constituent pas, à elles seules, des différences essentielles, dans la mesure où sont exercés et imposés à la population un contrôle et une centralisation de la production" (1957, p. 80). On remarque que Castoriadis aussi bien que Marcuse établissent seulement la distinction entre étatisation et socialisme. La définition d'un nouveau mode de production est de notre responsabilité.

⁷ On peut remarquer que la société anonyme et la constitution d'un groupe d'actionnaires dont le nombre s'accroît et qui sont séparés du contrôle des moyens de production par des organisations bureaucratiques privées est déjà un phénomène d'une formation sociale mixte telle que le capitalisme monopoliste d'État.

⁸ Il ne convient pas ici d'exposer la théorie des classes sociales sous le mode de production technobureaucratique. Nous comptons pouvoir réaliser ce travail à l'avenir, en tant que rectification apportée à un ouvrage que j'ai écrit antérieurement sur ce sujet (1974, Chapitre IV).

⁹ Yoshiaki Nakano affirme, à partir de l'analyse marxiste: "La production capitaliste apparaît quand la production de marchandises devient généralisée et que deux classes de propriétaires de marchandises se trouvent face à face et établissent une relation d'échange: les propriétaires du capital (argent financier, moyens de production et moyens de subsistance) désireux d'augmenter la somme de valeurs qu'ils possèdent (en employant des travailleurs et en administrant la production), et les travailleurs salariés qui n'ont à vendre que leur force de travail" (1974, Chapitre III, p. 6).

¹⁰ Voir l'analyse de Herbert Gintis (1972) et de Stephen A. Marglin (1974 et 1975) sur la fonction de hiérarchie dans les organisations capitalistes.

¹¹ La suprématie de la technique et des administrateurs bureaucratiques dans l'idéologie techno bureaucratique soviétique est documentée de façon exhaustive. Rappelons toutefois, cette déclaration lapidaire de Staline en 1935: "L'ancien mot d'ordre: 'la technique décide de tout, réflexe d'une période déjà révolue où la pénurie sévissait chez nous dans le domaine technique, doit être maintenant remplacé par un mot d'ordre nouveau: 'les cadres décident tout'. C'est là l'essentiel." (Dans l'histoire du Parti Communiste de l'URSS, rédigée par une commission du Comité Central du PC (b) de l'URSS, 1938, p.373-374).

¹² Voir à ce sujet, l'ouvrage de Leôncio Martins Rodrigues et Ottaviano De Fiore sur Lénine et sa vision du capitalisme d'État et de la bureaucratie dans la société soviétique (1975),

¹³ Charles Bettelheim affirme, dans sa tentative de définir la bourgeoisie d'État: "Le concept de bourgeoisie d'État (ou de bourgeoisie bureaucratique d'État) ne peut être développé ici. Disons simplement qu'il désigne des agents de la production sociale autres que les producteurs immédiats qui – du fait du système de rapports sociaux existants et des pratiques sociales dominantes – ont la disposition effective de moyens de production et des produits que appartiennent formellement à l'État" (*Les Luttes de Classes en URSS 1974*, p.41, note 1. L'auteur a présenté antérieurement cette nomenclature dans le *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, 1970, p.22 et 64).

¹⁴ Il est curieux d'observer le caractère idéologique des mots employés. Les socialistes, qui ne reconnaissent pas la socialisme en Union Soviétique, tendent à utiliser l'expression "capitalisme d'État"; les capitalistes, pour leur part, préfèrent parler de "socialisme d'État" pour caractériser cette formation sociale.

¹⁵ Il convient ici de signaler que Trotsky n'a jamais confondu bureaucratie et bourgeoisie. C'est très clair dans la préface de *La Révolution défigurée*, où il critique la bureaucratie du fait qu'elle permet l'apparition

d'une petite bourgeoisie, en particulier à la campagne (1929, p. 10 et 11). Par la suite a lieu la répression staliniste des Koulaks et Trotsky ne revient pas sur ce problème. Il signale, toutefois, l'origine ouvrière de la bureaucratie: "Il est connu dans les vieux livres que la bureaucratie ouvrière et l'aristocratie ouvrière constituent la base sociale de l'opportunisme. En Russie, le phénomène a pris de nouvelles formes. A la base de la dictature du prolétariat – dans un pays qui a du retard- s'est créé, pour la première fois, dans les couches supérieures des travailleurs, un puissant appareil bureaucratique élevé au dessus des masses, leur donnant des ordres, lié par une solidarité collective interne et qui imprime à la politique de l'État ses intérêts particuliers, ses méthodes et ses procédures". (1932, p. 222).

¹⁶ Voir au sujet des rapports entre bureaucratie et mode asiatique de production la contribution significative de Mauricio Tragtenberg (1974).

¹⁷ Manuel Garcia-Pelayo (1974) propose une distinction semblable pour opposer bureaucratie et technocratie. Je préfère, toutefois, l'expression technobureaucratie afin de mettre en évidence le caractère fondamentalement bureaucratique de ce mode de production et du type de pouvoir qui lui correspond.

REFERENCES

- AMIN, Samir – *Le développement inégal*, Les Editions de Minuit, 1973, Paris.
- BARAN, Paul A. et SWEEZY Paul M. – *Monopoly capital*, Monthly Review Press, Modern Reader Paperback, 1968, New York.
- BETTELHEIM, Charles – *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*, Maspéro, 1970, Paris.
- BETTELHEIM, Charles – *Les luttes de classes en URSS, 1ère période de 1917-1923*, Seuil - Maspéro, 1974, Paris.
- BRESSER PEREIRA, Luiz C. – *Tecnoburocracia e contestação*, Vozes, 1972, Petrópolis.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz C. – *Empresarios e administradores no Brasil*, Brasiliense, 1974, São Paulo.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz C. — A economia do subdesenvolvimento industrializado, *Estudos CEBRAP*, n° 14, octobre-décembre 1975, São Paulo.
- CASTORIADIS, Cornélius — Les rapports de production en Russie, dans Castoriadis (1973), publié à l'origine dans *Socialisme et Barbarie*, n°2, mai 1949.
- CASTORIADIS, Cornélius – *La société bureaucratique*, Collection 10/18, Union Générale d'Éditions, 1973, Paris.
- Comité Central du PC (b) de l'URSS – *Histoire du parti communiste Bolchevik de l'URSS*, Editions en Langues Etrangères, 1949, Moscou (1ère édition russe, 1938).
- CSAPÓ, L. – *Central planning in a guided market model*, dans *Acta oeconomica*, Tome 1, fasc. 3-4, 1966.
- CSIKOS-NAGY, B – *Two stages of the Hungarian debate on prices*, dans *Acta oeconomica*, Tome 1, fasc. 3-4, 1966.
- GALBRAITH, John Kenneth – *O novo estado industrial*, Editora Civilização Brasileira, 1968, Rio de Janeiro (1ère édition nord-américaine, 1967).
- GARCIA-PELAYO, Manuel – *Burocracia y tecnocracia*, Alianza Universidad, 1974, Madrid.
- GIANNOTTI, José Arthur – *As origens da dialética do trabalho*, Difusão Européia do Livro, 1966, São Paulo (Il existe une traduction française).